



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Service de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial

Bureau de l'environnement et de la concertation publique

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°23-092 PORTANT LEVEE DE LA MISE EN DEMEURE
PRISE À L'ENCONTRE DE LA SOCIÉTÉ STEF LOGISTIQUE NORMANDIE
RELATIVE AUX ACTIVITES QU'ELLE EXERCE DANS SES ENTREPOTS FRIGORIFIQUES
SIS PROMENADE DES PORTS À SAINT-LO**

LE PRÉFET DE LA MANCHE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement, notamment la rubrique n° 4735 ;

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié, relatif aux installations de réfrigération employant de l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02-1791-IC du 15 novembre 2002 modifié, autorisant la société STEF NORMANDIE, dont le siège social est situé 93 boulevard Malesherbes - 75008 PARIS, à exploiter les installations constitutives des entrepôts frigorifiques sis « Promenade des Ports » sur le territoire de la commune de SAINT-LO (50 000) ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2023 de mise en demeure à l'encontre de la société STEF LOGISTIQUE NORMANDIE relatif aux activités qu'elle exerce dans ses entrepôts frigorifiques sis « Promenade des Ports » à Saint-Lô ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 13 mars 2023 sur les mesures prescrites par l'arrêté de mise en demeure susvisé ;

VU les constats dressés sur site le 13 avril 2023 par l'inspecteur des installations classées et le rapport en date du 27 avril 2023 qui en fait la synthèse, transmis à l'exploitant par courriel le 28 avril 2023 ;

VU le courrier de l'inspecteur des installations classées en date du 27 avril 2023 proposant au préfet la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 janvier 2023 ;

Préfecture de la Manche – BP 70522 – 50002 SAINT-LÔ – Tél. : 02.33.75.49.50 – Mél. : prefecture@manche.gouv.fr

Accueil du public les lundi, mardi, jeudi et vendredi :

- Bureau des migrations et de l'intégration : uniquement sur rendez-vous

- point accueil numérique de 8h30 à 12h30 uniquement sur rendez-vous

Accueil général ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00



Considérant que l'exploitant a mis en œuvre les mesures nécessaires permettant de répondre aux trois points de l'arrêté de mise en demeure du 23 janvier 2023, relatifs à la définition de deux seuils de sécurité, à la mise en place de consignes de sécurité en cas d'indisponibilité des équipements importants pour la sécurité et à la réalisation d'un test complet sur chacun des détecteurs d'ammoniac ;

SUR proposition de Mme la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Est abrogé l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2023 par lequel la société STEF LOGISTIQUE NORMANDIE a été mise en demeure de respecter les dispositions des articles 39 et 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié.

ARTICLE 2 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de CAEN, 3 Rue Arthur Le Duc – BP 25086 - 14050 CAEN cedex 4, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

ARTICLE 3 : Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis.

Une copie de l'arrêté est transmise, pour information, à Mme la maire de Saint-Lô.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement – spécialité installations classées, le président de la société STEF LOGISTIQUE NORMANDIE, et la maire de Saint-Lô, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Lô, **31 MAI 2023**

Pour le Préfet,
La Secrétaire générale,

Perrine SERRE